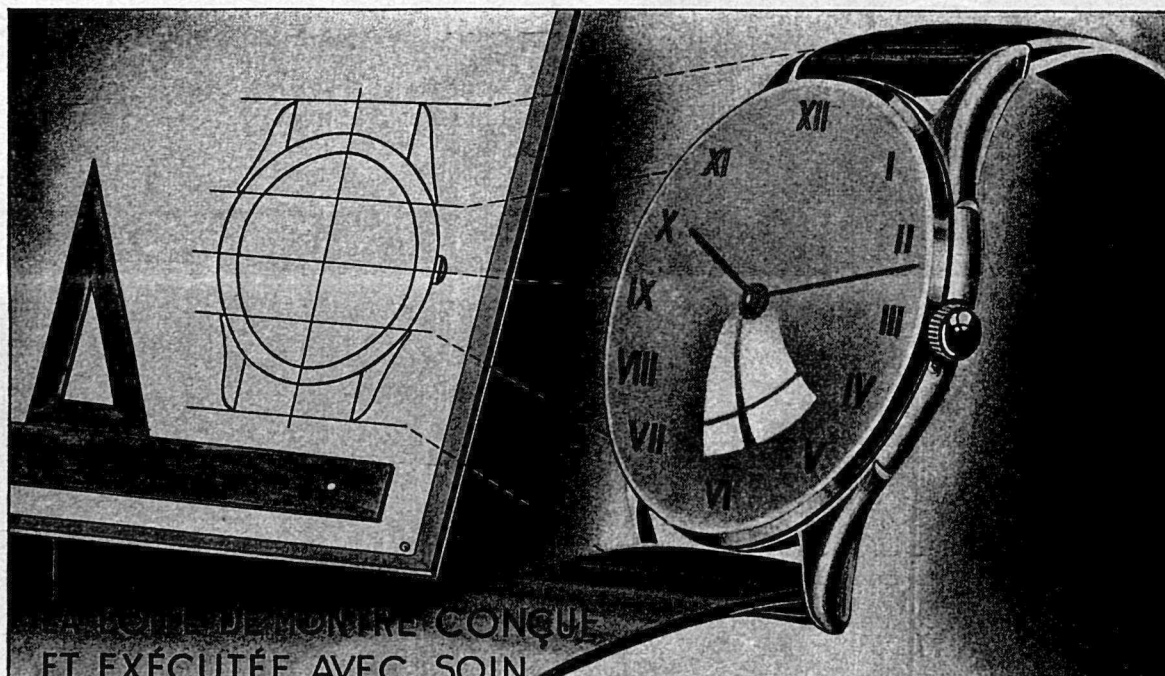


LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL DE LA CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE
DES ASSOCIATIONS PATRONALES, DES CHAMBRES DE COMMERCE, DES BUREAUX DE CONTRÔLE, DE L'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE
ET DE LA FIDUCIAIRE HORLOGÈRE (FIDHOR)

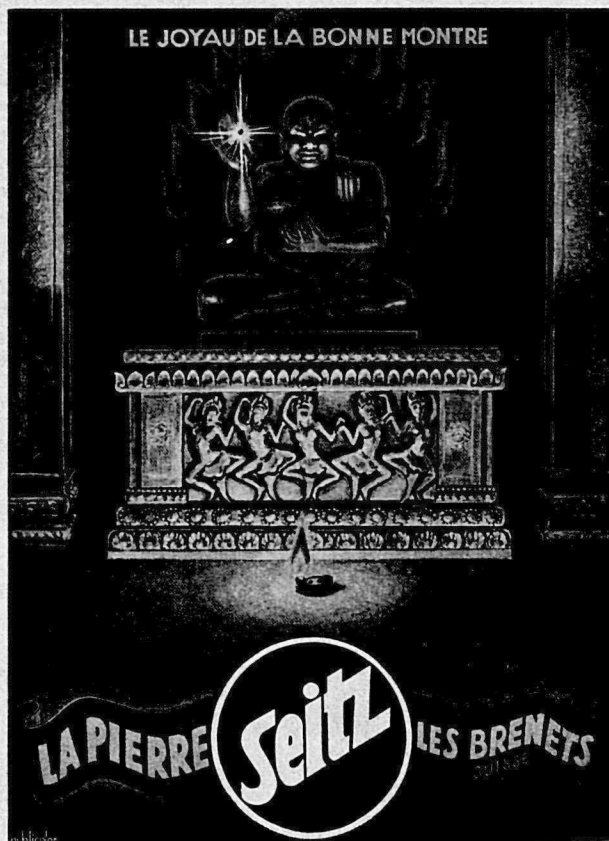


LA BOÎTE DE MONTRE CONÇUE
ET EXÉCUTÉE AVEC SOIN

S. Graber S.A. RENAN JURA BERNOIS
TELEPHONE: 821.66

The illustration shows a detailed technical drawing of a watch case on the left, overlaid with a grid and a compass. To the right is a photograph of a finished wristwatch with a leather strap, Roman numerals on the dial, and a date window at 3 o'clock. The watch is shown from a three-quarter perspective.

LE JOYAU DE LA BONNE MONTRE



LA PIERRE Seitz LES BRENETS

Etaux fixes et à agrafes
45 mm et 60 mm



HUMMEL FILS & C^o
LA CHAUX-DE-FONDS

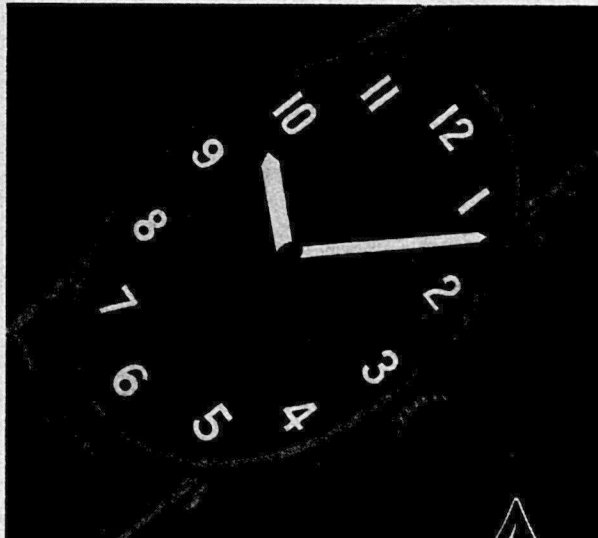
La Maison
JÉRÔME KONRAD
DÉCOLLETAGES DE PRÉCISION
EVILARD s/BIENNE

recommande ses spécialités :

- Axes de balanciers
- Grandes-moyennes à tiges
- Grandes-moyennes percées
- Petites moyennes
- Champs
- Echappements
- Chaussées
- Canons
- Minuteries

RÉFÉRENCES DE PREMIER ORDRE A DISPOSITION

J. K.
LA MARQUE DE CONFIANCE



**MATIERES
LUMINEUSES
RADIOACTIVES**

MERZ & BENTELI AG BERNE 18

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 22.- Fr. 11.-
Compte de chèques postaux IV b 426

Régie des annonces:
PUBLICITAS S.A., NEUCHÂTEL
Téléphone 5.42.25

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: LA CHAUX-DE-FONDS, RUE LÉOPOLD-ROBERT 46, TÉLÉPHONE 2.24.49

Le fait du jour

L'article 31 de la Constitution fédérale est l'emblème de notre liberté économique. Il va subir deux épreuves.

L'une aura été surmontée victorieusement, espérons-le, à l'heure où paraîtront ces lignes. Le peuple se sera prononcé vraisemblablement contre l'initiative concernant la réforme économique et les droits du travail, qui modifie l'arrêté précité, premier alinéa.

Le 6 juillet, deuxième obstacle. Quel sort sera-t-il réservé aux « articles économiques », c'est-à-dire à la revision des articles 31 et suivants, élaborés par les Chambres fédérales ?

Le peuple aura-t-il pensé, et le pourcentage d'absentions l'indiquera, que la première votation était d'importance secondaire, puisque, quelle qu'en soit l'issue, tout sera remis en question un mois et demi plus tard. Il est évident que le scrutin du 18 mai n'est qu'un combat d'avant-garde. La grande bataille rangée sera celle du début de l'été ou plus tard encore dans la saison.

Etant donné que deux décisions seront prises au sujet de la même question, malgré la nuance qui

sépare « droits du travail » et « articles économiques », et selon le jeu des combinaisons, on sera en présence des quatre réponses suivantes, qui rappellent la récente consultation populaire française à propos de la Constitution : oui-oui, oui-non, non-oui et non-non.

La double affirmation est proposée par les partis de gauche, avec moins d'enthousiasme par l'Union syndicale suisse. Elle n'a pas grande valeur en soi, parce qu'en votant oui, le 6 juillet, on annulerait, de toutes manières, le texte approuvé le 18 mai, si tel devait avoir été le cas.

En revanche, si ce sont les oui-non qui l'emportent, la situation sera assez curieuse : d'une part, nous aurons refusé les restrictions à la liberté économique et accepté le collectivisme des « droits du travail ». En effet, il n'était pas nécessaire d'être grand clerc pour se rendre compte que des huit points proposés, cinq (1, 2, 4, 5 et 6) instituent une économie dirigée, la centralisation des bureaux, la nationalisation, la fixation des salaires et la décharge sur l'Etat de tous les risques. Deux thèses (3 et 7) confèrent tous pouvoirs à la Confédération, la dernière (8) ne rétablissant pas l'autorité des cantons, astreints à n'être que les agents d'exécution des prescriptions fédérales.

Quant au non-oui, il sera prononcé certainement par de nombreux « bourgeois » qui, après avoir noirci les « droits du travail », voudront se racheter en faisant valoir les avantages des « articles économiques » ou croiront sauver le pays en maintenant une partie de la contrainte de guerre.

Qu'on donne un peu d'étatisme ou beaucoup, c'est toujours la même chose. La Confédération serait appelée à s'immiscer dans les domaines réservés, de tout temps, aux cantons. Que resterait-il de notre Etat fédératif ?

Qui, après le rejet des « droits du travail », veut conserver les fonctions et les droits des cantons, supprimer notamment le « malaise romand », issu d'une centralisation excessive, doit ne pas perdre de vue les graves défauts des « articles économiques ».

Sommaire

	Pages
LE FAIT DU JOUR	393
ORGANISATION DU MONDE	
L'Union française, par Ch. B.	395
PROSPÉRITÉ AMÉRICAINE OU CRISE MONDIALE ?	
Les perspectives d'ici 1950	397
LA « VITRINE DU ROYAUME-UNI »	
Foire des industries britanniques	399
RÉFORME DES FINANCES FÉDÉRALES	
Rapport des experts et projet des Chambres de commerce	401
PRIX - SALAIRES - PRODUCTION	
La situation réelle de l'industrie horlogère	403
DIVERS	399 - 407

HAUTE PRÉCISION
ATTESTÉE OFFICIELLEMENT



FABRIQUE DE PIERRES
POUR L'HORLOGERIE

*Ferdinand
Krügel* [£]_a

Maison de confiance
fondée en 1902

TRAVERS (SUISSE)

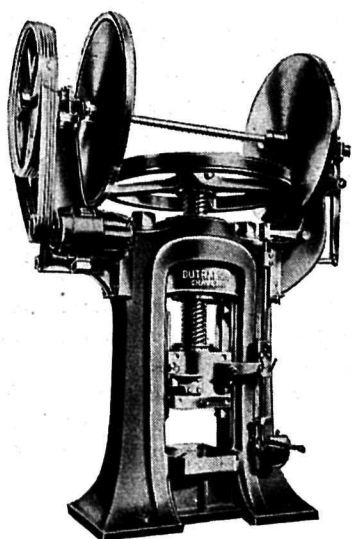
TOUS LES GENRES:

PRÉCISION
GRANDE PRODUCTION
RAPIDITÉ DE LIVRAISON
EXPORTATION

H.U. WOLF, ZÜRICH 16
Machines-Outils

CENTRALSTRASSE 10

TÉLÉPHONE (051) 27 37 49



**Balanciers à friction «DUTRANNOIT»
de 50 à 300 tonnes**



LE VERRE INCASSABLE
LE VERRE ÉTANCHE
LE VERRE OPTIQUE **JOR**

Pour tous genres de montres

GASTON JORNOD S.A.

Coulouvrenière 40

GENÈVE

Téléphone 473 13

Organisation du monde

L'UNION FRANÇAISE

Depuis 1946, on ne parle plus d'Empire colonial français, mais d'Union française. La nouvelle formule, autrement plus libérale que l'ancienne, donnera-t-elle satisfaction ? L'explosion de mécontentement qui l'accompagne semblerait plutôt indiquer que l'octroi d'une concession incite, assez souvent, à demander davantage.

Quel est l'enjeu de la partie ? Douze millions de kilomètres carrés, 60 millions d'indigènes, une production intéressante : phosphates, oléagineux, caoutchouc, etc. Dans ce vaste territoire, 2 millions de colons français seulement, mais qui assurent le tiers du commerce extérieur de la France et monopolisent les deux tiers de celui des colonies.

Situation curieuse : l'Empire est resté fidèle à la France durant la guerre. Et, ce sont les territoires d'outre-mer qui, à l'appel de Gaulle, ont libéré la métropole. Or, une fois la paix rétablie se déclare le mouvement d'indépendance ! Promesses ? Epoque sociale !

L'Union française, lit-on dans l'exposé des motifs du nouveau statut, est une « union librement consentie ». L'Empire colonial français, tout comme d'autres, a été formé par la contrainte, à la suite de conquête militaire. Le consentement libre dont il est question ne peut alors valoir que pour l'avenir. Par un acte public. Lequel ? Un plébiscite ? Le geste souverain du bey de Tunisie, par exemple, en faveur de la Régence ? Ne nous faisons aucune illusion : on ne découvrira aucune attitude de ce genre dans l'Empire, aujourd'hui.

Cela n'empêche pas la France d'aller de l'avant. Elle met sur pied une organisation souple, lui permettant d'évoluer vers le fédéralisme ou l'assimilation, au gré de ses peuples.

L'Union française se compose, d'une part, de la République française, où l'on ne comptera pas seulement l'ancienne métropole, mais également les Départements d'outre-mer et les Territoires, d'outre-mer aussi — chaque Etat ayant son assemblée particulière ; de l'autre, d'Etats associés, celui du sultanat marocain, du Vietnam indochinois, etc. Tous se retrouvent dans l'Assemblée de l'Union française, mais, cette fois-ci, dans l'exacte parité de la représentation métropolitaine et extra-métropolitaine.

Si le pouvoir administratif est dans les assemblées locales ou territoriales, l'Assemblée de l'Union n'a qu'un pouvoir consultatif. Le législatif apparaît dans l'Assemblée nationale, troisième assemblée, où les délégués de la France « coloniale » ne sont, au total, que 74 sur 618, moins de 1/8 de l'Assemblée. Dans celle-ci, au surplus, ne figurent pas d'Etats associés. L'Assemblée nationale n'est qu'un des deux corps du Parlement, l'autre étant le Conseil de la République, où ne siègent pas les Associés. Exécutif : le président de la République, assisté du Conseil des ministres et disposant, mais à titre con-

sultatif seulement, du Haut Conseil des Etats, que forment les Associés.

Quel est le comportement des indigènes devant l'U.F., ou plutôt des groupements extrémistes qui les représentent ? Ils revendiquent l'indépendance totale : le Viet Minh, en Indochine, le parti populaire de Messali en Algérie, le Néo Destour en Tunisie, l'Istiglâl au Maroc, le Mouvement de rénovation à Madagascar. Les indigènes en A.O.F. et A.E.F. désertent en masse les chantiers, comme en 1848, les esclaves libérés abandonnaient les plantations.

Les Puissances étrangères ne se désintéressent pas de ce qui se passe chez les Français. Les Chinois réclament d'ailleurs un archipel indochinois, les Hindous les Etablissements français de l'Inde. Les Français dénoncent la collusion du général anglais Spears, qui favorisait déjà l'indépendance de la Syrie et du Liban, avec la Ligue arabe. Ils croient qu'une lutte d'influence au sujet de l'Empire oppose Moscou et Washington. Ils ne seraient pas étonnés si l'O.N.U. préparait la succession : des zones stratégiques internationales dans l'U.F., au bénéfice du Conseil de sécurité, ou une déclaration de souveraineté dans certains territoires, par décision du Conseil de Tutelle.

Que fait la France en l'occurrence ? « Oeuvre révolutionnaire », dit Moutet, ministre de la France d'outre-mer. Au point de vue économique, elle prévoit un Plan colonial, avec sociétés d'Etats à côté des compagnies privées. Le Plan Monnet assurera, avec de nombreux capitaux, la mécanisation de l'Empire et son rendement. La France n'ose plus parler de Pacte colonial, le monopole du trafic de l'Empire. Elle se refuse à la Porte ouverte et n'accepterait que le système de la préférence impériale, dont les Américains ne veulent plus, à Genève.

Sur le plan politique, la République a supprimé le travail forcé en 1946. Elle a accordé le suffrage universel à toute l'Afrique noire. Le Pygmée sait-il qu'en faire ? Elle a introduit le syndicat où règne l'esclavage familial, prêché l'individualisme à ceux dont la vie est réglée par des tabous, détruit l'autorité des chefs de tribu, dont on attend l'ordre et la sécurité. Pourtant, si elle n'a jamais connu de doctrine coloniale, elle eut de grands colonisateurs, type Lyautey, et d'excellents administrateurs, ces « affreux colonialistes » dont on parle au ministère des Colonies. Ce qui affaiblit l'action française, c'est la lutte des partis, des « moins à gauche », favorables au « statu quo ante », et des communistes, qui voudraient éliminer les forces de police françaises.

Nous en sommes là ! L'éducateur — la France — est persuadé que son élève — la colonie — n'est pas prêt. Celui-ci, qui n'en croit rien, s'impatiente.

Ch. B.

PLASTIQUE



ASSOCIATION SUISSE DES FABRICANTS DE CADRANS MÉTAL

Prosperité américaine ou crise mondiale ?

LES PERSPECTIVES D'ICI 1950

Les renseignements les plus contradictoires circulent quant à la marche des affaires aux Etats-Unis. On aimerait bien être fixé. Ce n'est pas seulement le désir de nos industriels et même de chacun de nous, mais aussi celui de Staline. Il vient de demander, avec insistance et une certaine naïveté, à l'éventuel candidat à la présidence américaine, M. Stassen, si la crise ne va pas bientôt éclater en pays capitaliste, ce qui lui permettrait, sans doute, de faire valoir le lent effort de reconstruction du régime communiste.

L'économie américaine s'est engagée, dès août 1945, dans la phase de reconversion, de réadaptation à la production de paix. Cette phase approche de sa fin et le problème suivant se pose : le système économique des Etats-Unis s'oriente-t-il vers la prospérité ou, au contraire, risque-t-il, d'ici quelques années, de subir une crise dont les effets seraient incalculables ?

C'est à répondre à cette demande que s'emploie le Bureau of Labor Statistics du ministère du Travail des Etats-Unis. Voici les conclusions auxquelles il parvient. Il choisit l'année 1950 comme période de référence, car, encore que pas trop éloignée, elle ne devrait cependant pas être soumise aux difficultés temporaires actuelles.

Le Bureau de recensement précité évalue l'importance de la main-d'œuvre, dans trois ans. A la suite de l'évolution qui s'est poursuivie dès avant la guerre, il l'estime, alors, à 61,5 millions d'individus : 6 de plus qu'en 1940. Il en déduit 1 1/2 million composant les effectifs de l'armée et 2 de chômeurs momentanés, ce qui ramène le total à 59 millions. Encore faut-il défalquer les troupes agricoles (8 millions), les personnes inscrites dans les professions libérales (6). Il reste 44 1/2 millions de travailleurs salariés, dont 39 dans les entreprises industrielles et commerciales.

Le rythme de la production sera-t-il suffisant pour que chacun trouve, à cette date, son plein emploi ? Cela dépendra de la productivité, c'est-à-dire de la quantité fabriquée par chaque individu. L'histoire montre que cette productivité s'accroît en moyenne de quelque 3 % par an.

La production est en relation avec la demande et le plus important facteur de cette dernière est constitué par les besoins de la consommation courante ; mais, l'exigence des consommateurs résulte, à son tour, de l'importance et de la nature de ses revenus, par conséquent des prix. On suppose que le taux des salariés sera, en 1950, de 15 % plus élevé environ qu'en 1946, la durée du travail hebdomadaire restant la même qu'avant la guerre. Sur cette base, le revenu des salaires, dans un régime éco-

nomique de plein emploi, représenterait, au total, 122,8 milliards dans trois ans. Avec les autres catégories de revenu, on atteint un ensemble dépassant de 11 % le niveau réalisé en 1944, tandis que les dividendes, en raison de la suppression de l'impôt sur les excédents de bénéfices, font plus du double du chiffre de cette époque. Le revenu complet, 185 milliards de dollars, est nettement supérieur à celui qui fut obtenu durant la guerre.

Il faut jeter un coup d'œil du côté des dépenses publiques. On doit s'attendre à ce qu'elles dépassent le niveau d'avant guerre. A supposer réalisées les conditions de plein emploi, il devrait être possible de financer cet excédent, grâce à un système fiscal fort peu différent de celui qu'on connaissait, il y a six ans.

Le niveau des prix a une grande importance sur l'ensemble de l'activité ; il détermine dans une certaine mesure, le montant des dépenses de consommation. Ce niveau se situe à 130 (100 en 1939), en 1945. Il s'approcherait de 136, en 1950. Sur le même modèle, le prix des biens de consommation s'établirait, à cette époque, aux environs de 137, le prix des biens de production aux alentours de 129 ; les cours de fabrication du bâtiment toucheraient 135 et les prix à l'exportation 132.

La demande de consommation dépasserait, en 1950, de 50 % celle de 1939. L'ampleur de cette augmentation varierait évidemment suivant les industries.

Mais, pour bien connaître l'importance de l'emploi, il convient d'étudier la demande en produits d'investissements. Elle est composée de quatre éléments : biens de production, bâtiment, stocks, exportation. On peut calculer un total de dépenses pour biens de production à 9 1/2 milliards en 1950 (sur la base 1939) ou de plus de 12 (prix de 1950). Les évaluations sur l'activité du bâtiment convergent vers un accroissement de 300 % par rapport à la dernière année de guerre ou de 90 par rapport à 1939. Le montant des exportations fera plus du double de celui d'il y a huit ans. Les stocks ont toutes chances d'augmenter chaque année d'un milliard de dollars.

Si l'on veut réaliser le plein emploi en 1950, il faudra développer soit la demande de biens de consommation, soit celle de biens de production, sinon il en résulterait un chômage d'une certaine gravité.

Les hypothèses formulées ici ont, chaque année, plus de chance d'entrer dans la réalité. Les conditions actuellement favorables de l'emploi ou de la production ne doivent pas toutefois inciter à un optimisme béat lorsqu'on envisage l'avenir.

cb.

HENRI GIRARD

VERRES INCASSABLES
VERRES OPTIQUES
VERRES CONCAVES
DE TOUTES FORMES

Rue de la Paix 133
Téléphone 2 10 60

LA CHAUX-DE-FONDS

PIERRES CHASSÉES, CHATONS, BOUCHONS

ALBERT STEINMANN

Rue Léopold-Robert 109
Téléphone 2 24 59

LA CHAUX-DE-FONDS

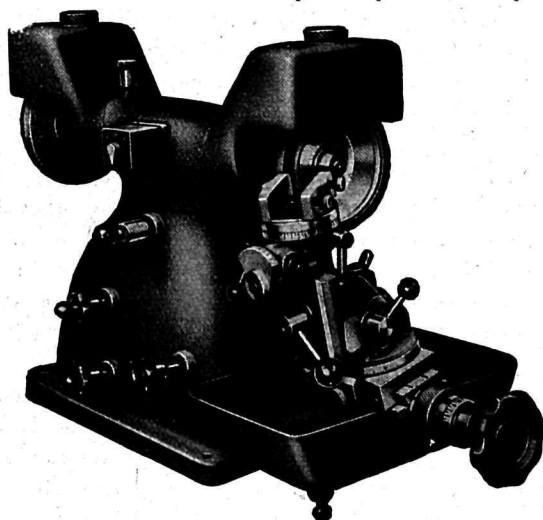
Des pierres de qualité — Un travail précis
Surveillé par un technicien

Seul fabricant des machines à calculer «STIMA» et «TREBLA»

Se charge de la fabrication de tous genres de
compteurs et de tous travaux de grande série

La petite machine „VOMEDI”

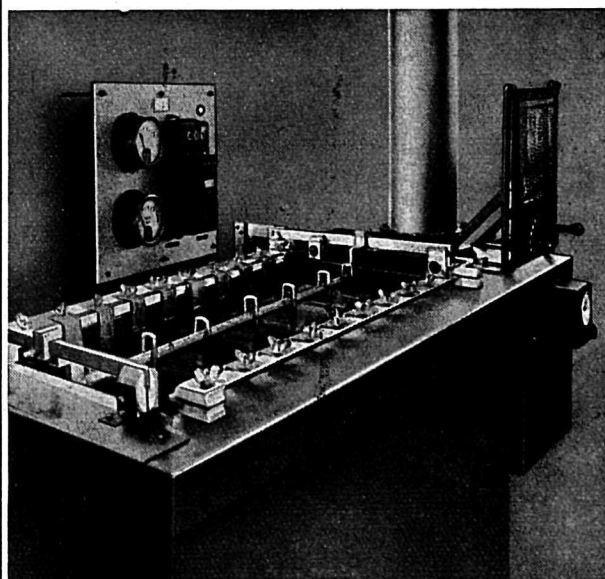
à affûter et à scier le métal dur,
est un petit chef-d'œuvre de maniabilité,
d'une conception simple et économique



Nous livrons des meules diamantées et
des outils en diamant et en métal dur
Demandez nos prospectus spéciaux

Les Fils d'Antoine Vogel - Pieterlen

Téléphone (032) 7 71 44



CHROMAGE
POUR TOUTES LES INDUSTRIES
J. ROULET RUE DE BÜREN 26
TELEPHONE: 22377 **BIENNE**

Zumsteg & Conzelmann

LA CHAUX-DE-FONDS

Doubs 154 - Téléphone 2 20 08

Fabrication d'étampes de boîtes de montres fantaisies
Estampages - Découpages de pièces détachées

Nickelage - Argentage - Dorage
Rhodium

MAULEY & Cie

BIENNE 7 Tél. 2 71 15

Tous articles. Tous genres de décor. Mouvements. Boîtes
Aiguilles. Balanciers.

La « vitrine du Royaume-Uni »

FOIRE DES INDUSTRIES BRITANNIQUES

La Grande-Bretagne vient d'inaugurer une vaste campagne d'exportation. Personne s'ignore, dans l'Archipel, que la vente à l'étranger est la condition « sine qua non » de l'application des grands problèmes sociaux. L'Angleterre n'échappera que de justesse à la ruine et, à défaut de l'argent que ne peuvent plus fournir les contribuables, il faudra, de toute nécessité, réaliser un bénéfice à l'extérieur.

Tel est le mot d'ordre de la Foire des industries britanniques, qui vient de se terminer le 16 écoulé. On peut affirmer qu'elle dépassa, en intérêt, les 25 foires précédentes, dont celle de 1939 fut la dernière.

Au surplus, la Foire elle-même ne fut qu'une des manifestations de la grande démonstration britannique. Elle avait été précédée, sur le plan intérieur, par deux créations d'importance :

Le Council of Industrial Design, tout d'abord, le Conseil du dessin industriel inauguré en 1944. C'est tout récemment qu'en a paru le premier rapport annuel. Il était accompagné d'une grande publication dénommée Design 46, qui reproduisit, par centaine, des photographies de la fameuse exhibition Britain can make it. Nous avons ce fascicule de 144 pages in-4 sous les yeux. Il est fort intéressant, et nos horlogers y trouveraient notamment quelques reproductions de montres ou de réveils produits en Grande-Bretagne.

Autre nouveauté visant au même but : la formation de conseils d'industrie. Ceux-ci doivent être établis dans les branches non nationalisées des activités de transformation. Il n'est, en effet, pas dans l'intention du Labour de laisser entièrement à l'initiative individuelle ce qui concerne le développement de l'industrie, la recherche technique, la capacité de production et la prospection chez la clientèle. Sir Stafford Cripps, ministre de l'Economie, n'était pas en fonction depuis quelques mois que déjà il mettait sur pied, dans une série d'industries, des Working Parties. La fonction de celles-ci est de réaliser, sur une base paritaire, la collaboration des chefs d'entreprises et de la classe ouvrière. Ces organes, auxquels sont associés des hommes d'affaire, des économistes, des représentants des consommateurs, doivent signifier à l'Etat si l'activité considérée nécessite un secours de ce dernier. Les conseils industriels n'ont pas été vus de très bon œil par le parti conservateur, mais dans l'état actuel de la politique, ils cherchent à remplir leur mission. On ne peut évidemment escompter d'emblée des résultats exceptionnels de la nouvelle institution.

Sur le plan international, les Anglais attendaient beaucoup de la Foire des industries. Elle a été, effectivement, plus imposante que celle de South Kensington, à Londres, la Britain can make it, qui remporta pourtant un réel succès, dans les quatre derniers mois de 1946.

La British Industries Fair a exposé à Londres et Birmingham. Dans la capitale, les Britanniques ont voulu montrer les résultats obtenus par l'industrie légère. Dans la Black Country, l'industrie lourde était aux honneurs. On y trouvait de tout : depuis les électrotors, ces moteurs

si petits que deux tiennent dans un dé à coudre, jusqu'aux chars de guerre transformés en tracteurs, en passant par les phares ultra-modernes et le radar. A Londres, l'exposition était aussi scindée : à l'Olympia, le visiteur se rendait compte des multiples innovations et des progrès accomplis par l'industrie chimique, la poterie et la verrerie, l'industrie scientifique, optique et photographique, la radio et la télévision, la production pharmaceutique, les fournitures de bureau, les articles de sport, enfin, ce qui nous intéresse spécialement, l'horlogerie. Dans l'autre centre, d'Earls Court, avaient pris place les textiles, l'habillement, l'ameublement, les cuirs et la maroquinerie, la chaussure, les plastiques, les articles de voyage, la production alimentaire et les boissons.

En somme, c'est toute l'Angleterre industrielle qui défila durant douze jours sous les yeux de plusieurs centaines de milliers de visiteurs. Plus de 3000 firmes ont exposé. La seule difficulté — mais elle est de taille — résulta de l'impossibilité pour les exposants de fixer des délais rapprochés pour les nombreuses commandes qui leur furent adressées.

Il ne faut pas sous-estimer l'effort tenté par les Insulaires. Il apparaît dans tous les domaines. Nous n'en voulons pour preuve qu'un fait : c'est qu'à l'heure présente, l'industrie anglaise et les banques qui la soutiennent cherchent à reprendre les succursales, installées dans l'Archipel, d'entreprises étrangères. Ainsi, on a noté que la filiale de Londres de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie s'est détachée de la maison-mère française pour se transformer en société par action franco-britannique. La nouvelle société, la British and French Bank for Commerce and Industrie, qu'alimentent en capitaux de grandes banques anglaises, se vouera à la mise en valeur de vastes régions de l'Empire colonial français. De cette collaboration, l'industrie britannique attend un gros bénéfice. Y.

Loi sur les fabriques

Le nombre des fabriques a continué à progresser au premier trimestre de 1947. L'accroissement net se monte à 211 unités ; il n'était que de 165 durant la période correspondante de 1946. On l'a notamment constaté dans l'industrie des machines, où il s'est élevé à 48 unités, dans l'industrie du bois (38), dans celle de l'habillement (28), dans la production et la mise en œuvre des métaux (25), dans l'industrie horlogère et la bijouterie (24), dans l'industrie des terres et des pierres (11) et dans l'industrie du papier, du cuir et du caoutchouc (10). Tandis que 9885 fabriques étaient sujettes à la loi à fin mars 1946, il en avait 10.689 à fin mars 1947. L'accroissement annuel s'élève ainsi à 804 unités. Les inspecteurs fédéraux des fabriques ont examiné 823 projets de construction. Ce nombre dépasse un peu celui de la période correspondante de l'exercice précédent. A fin mars 1947, 28.666 ouvriers, au total, travaillaient à deux équipes en vertu de permis délivrés par l'office fédéral.

C. SANDOZ

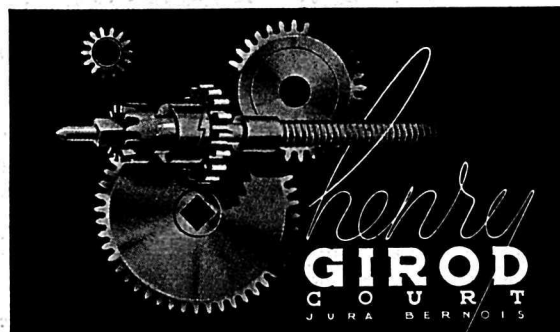
LES GENEVEYS s/COFFRANE

FABRIQUE DE PIVOTAGES D'ÉCHAPPEMENTS

en tous genres, soignés et bon courant

SPÉCIALITÉ DE PETITES PIÈCES

Atelier bien organisé - Livraison rapide - Téléphone 721 26



ACIER POLDI

Produit de qualité
convenant particulièrement
à l'industrie horlogère

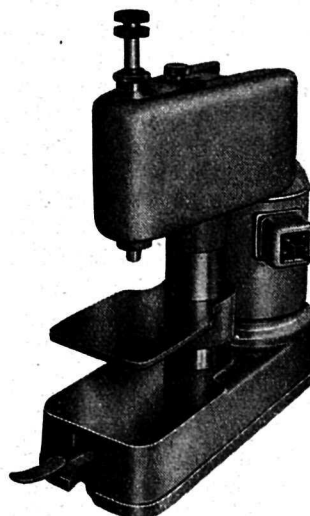
ACIÉRIES POLDI (POLDIHÜTTE)

ZÜRICH

GENÈVE

Perceuses et taraudeuses

livrables du stock



S. A. MÜLLER, MACHINES

Téléphone 2 27 04

BIENNE

Rue de Morat 61-63

Bracelets plaqué or

Avant de faire vos achats de bracelets
plaqué or ou chromés ou en métal
léger, demandez-nous nos échantillons
et nos prix !

Fabrique ED. L. SCHUTZ

La Chaux-de-Fonds

Terreaux 12

Suis acheteur de

mouvements et montres

tous genres pour l'exportation
(paiement comptant)

Arnex Watch

SAINT-AUBIN (Neuchâtel)

« La Gaité »

Téléphone 6 73 02

Réforme des finances fédérales

RAPPORT DES EXPERTS ET PROJET DES CHAMBRES DE COMMERCE

(by) La réforme des finances fédérales figure en tête de l'ordre du jour du pays. Nos autorités centrales ont désigné une commission qui, moins d'un an et demi après sa constitution, présente son rapport. Il convient de la louer de la célérité qu'elle a mise à remplir sa mission.

La solution que, très objectivement, on nous propose est un compromis. La Commission s'en prend nettement aux dépenses de la Confédération et recommande au Conseil fédéral d'adopter les deux excellents principes suivants :

Les dépenses de l'Etat fédéral doivent être toutes vérifiées et justifiées ; elles seront réduites dans la mesure du possible.

On y parviendra en limitant l'activité de la Confédération, dans tous les domaines où les tâches peuvent être confiées aux cantons, œuvres sociales notamment.

Les experts estiment que la dette publique de la Confédération s'élèvera, au début de 1950 — date de l'entrée en vigueur des réformes — à 13 1/2 milliards. Ils pensent qu'il est suffisant d'en résorber la partie due à la guerre et proposent d'amortir ces 7 milliards en 60 ans, soit 438 millions par an. Quant aux 4 milliards subsistants, on doit pouvoir les faire disparaître grâce aux excédents de recettes qu'assureraient les périodes de prospérité.

La Commission escompte une réduction des frais d'administration civile ; il faut que le personnel soit ramené, en trois ans, de 26.000 à 18.000 individus, les dépenses tombant alors de 240 à 180 millions. De même, la défense nationale peut se contenter de 300 millions par an ; on renoncera aux 400 millions que réclame le Département militaire. Les subventions n'ont pas trouvé grâce aux yeux des experts. Ils notent, avec raison, qu'elles n'étaient que de 20 millions durant la première guerre mondiale, avaient décuplé en 1939 et touché les 680 millions pendant la dernière guerre ; elles faisaient 40 % des dépenses totales en 1946 ! Les subventions extraordinaires « doivent » disparaître dès 1950, au moment où les subventions ordinaires toucheraient un plafond de 155 millions.

Si l'on s'accorde avec les experts sur la nécessité de réduire le train de vie de la Confédération, on n'en dira pas autant de leurs propositions quant aux recettes. L'impôt de défense nationale maintenu, l'intervention de la Confédération dans le domaine de l'imposition directe est définitivement consacrée. Les cantons restent assujettis et perdent une part essentielle de leur souveraineté. On maintient le régime hybride des pleins pouvoirs aboutissant au pillage du patrimoine national par deux institutions fiscales indépendantes.

En face de cette incohérence fiscale se dresse aujourd'hui un projet de grande valeur : celui des Chambres de commerce suisses. Il tient compte des réalités, puisqu'il procure à la Confédération les sommes nécessaires pour amortir sa dette et apporte la clé de la répartition des compétences fiscales entre cantons et Confédération. En somme, il soutient le principe constitutionnel, remontant à l'Acte de Médiation, des contingents cantonaux, mais par des moyens adaptés au développement de la technique fiscale. On est en droit d'appeler ce projet : fédéraliste, car il s'en tient également au principe traditionnel : impôts directs au canton, impôts indirects à la Confédération. En voici les grandes lignes :

1° L'impôt anticipé est imputé par le contribuable auprès des autorités fiscales cantonales (sic).

2° La perception de l'impôt anticipé alimente les comptes fédéraux ; il n'est pas prévu de restitution correspondante au canton pour les avoirs déclarés par ses contribuables.

3° Pour faire face au déficit des cantons résultant de l'abandon de toute restitution de l'impôt anticipé, ceux-ci disposent d'une masse fiscale équivalente obtenue par la suppression de l'impôt de défense nationale.

4° La Confédération renonce à tout impôt direct sur la fortune et le revenu.

5° Les parts cantonales aux impôts fédéraux disparaissent.

Dans ses effets, le projet aboutit à :

a) assurer aux cantons des recettes fiscales suffisantes ;
b) accorder à la Confédération 275 millions de l'impôt anticipé, soit un montant égal au rendement de l'impôt de défense nationale en 1950 ;

c) faire disparaître une administration fiscale : celle de l'impôt fédéral de défense nationale, ceci sans augmentation correspondante de l'administration cantonale ;

d) supprimer la dualité d'imposition de la même matière et le double décompte avec deux administrations ;

e) garantir les bases fédéralistes de notre Etat, seul fondement concevable quand il s'agit d'un groupement politique de 25 Etats de langues, de religions ou confessions, de traditions et de mentalités différentes.

Le projet mérite un examen attentif et nous proposons la double attitude que voici :

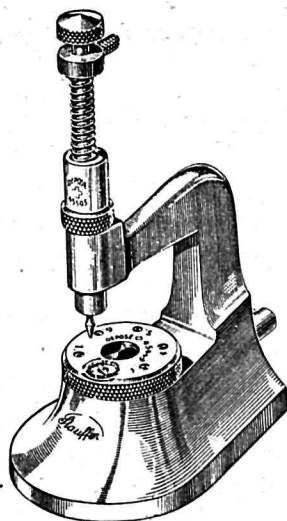
Adopter, et appliquer, les propositions des experts en ce qui concerne la réduction des dépenses fédérales ;

s'en tenir aux suggestions des Chambres de commerce pour ce qui est des recettes et de leur répartition.

IMPRIMEURS : HAEFELI & Co, LA CHAUX-DE-FONDS

**Potence aux
repères de
balanciers**

Précision
Régularité
Travail soigné
Economie
de temps 70%



Exclusivité de vente pour tous pays

BERGEON & C^{IE}
LE LOCLE (Suisse)

Importateur américain cherche

**15.000 mouvements
ancre**

6³/₄ - 8", 7 et 17 pierres, livrables au
courant de l'année 1947. Offres sous
chiffre K 22809 U, à Publicitas Bienne.

Etats-Unis d'Amérique

Maison de premier ordre des Etats-Unis d'Amé-
rique prie les fabricants pouvant prendre des
commandes pour 1947 et 1948 en mouvements de
montres ancre 5", 6³/₄ - 8", 8³/₄", 10¹/₂" et 11¹/₂"
en 7 et 17 rubis, de faire offres sous chiffre
P 10506 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

**Importateur
des Etats-Unis**

achèterait mouvements 8³/₄", 6³/₄ - 8",
11¹/₂", 7 et 17 rubis. Livraison immédiate
désirée. Faire offres, prix et quantités
livrables, sous chiffre D 32747 X, à Publi-
citas Genève.

**Mouvements, montres finies
et chronographes**

sont demandés par maison conventionnelle.
Paiement comptant en francs suisses. Faire
offres détaillées sous chiffre S 15251 X, à
Publicitas Genève.



Prix - Salaires - Production

LA SITUATION RÉELLE DE L'INDUSTRIE HORLOGÈRE

L'étude dont nous commençons aujourd'hui la publication cherche à montrer objectivement quelle est la situation réelle de l'industrie horlogère en ce qui concerne les problèmes tant débattus actuellement des prix, des salaires et du développement de l'appareil de production. Nous tenons toutefois à préciser que cette étude n'engage que son auteur. On ne saurait donc la considérer comme exprimant le point de vue d'une quelconque instance horlogère, Chambre suisse, organisations ou associations patronales.

*
**

Au début de mai, une importante conférence a réuni à Berne les chefs des gouvernements cantonaux et les représentants du Conseil fédéral pour discuter la question des salaires et des prix. Peu auparavant, notre gouvernement avait lancé son « appel » de fameuse mémoire sur ce dernier problème. Ces deux événements ont fait l'objet de bien des commentaires dans notre presse nationale ; nombre de journaux étrangers les ont également mentionnés et analysés. Point donc n'est besoin d'y revenir. Mais le fond même du problème mérite qu'on s'y arrête encore quelques instants.

Les bruits les plus divers et les plus fantaisistes courent au sujet du développement prétendu « exagéré » de l'industrie horlogère, de ses salaires supposés « énormes », de l'influence jugée « néfaste » qu'ils exerceraient sur les autres branches de l'économie nationale, du débauchage qui en résulterait. On a parlé de la hausse soi-disant « inconsiderée » des prix des produits horlogers.

Mais qu'en est-il en réalité ? A-t-on toujours et partout examiné ce problème avec l'objectivité et le désintéressement désirables ? A-t-on pris soin de le placer dans sa juste perspective ? S'est-on, avant de tirer des conclusions d'un fait ou d'un chiffre, efforcé de les comprendre et d'en pénétrer les causes ? On en peut hélas douter : il est bien rare de rencontrer un homme qui juge sans parti pris et sans passion, surtout lorsqu'il s'agit d'établir ou de dégager des responsabilités.

Pour essayer de nous faire une image aussi exacte du problème que possible, le meilleur moyen était sans doute de recourir aux statistiques. On a dit d'elles qu'elles sont une des formes du mensonge... Cela n'empêche pas qu'avec un peu de bonne volonté et de patience, on arrive assez facilement à séparer l'ivraie du bon grain. L'on peut admettre de plus que des statistiques établies par l'administration fédérale — c'est-à-dire par une instance neutre et plus que désintéressée, indifférente — ont bien des chances de donner de la situation une image correspondant à la réalité ou tout au moins fort ressemblante.

Restent les commentaires... Ils sont de notre cru. Mais là, nous nous sommes efforcé de mettre de côté tout esprit partisan, toute passion ; nous n'avons pas cherché à innocenter ni à accuser ; notre but est d'exposer des faits et si besoin est, de les expliquer. Nous avons

fait notre possible pour demeurer objectif tout au long de notre exposé. Mais la nature veut que les possibilités humaines soient limitées... Cependant, l'on nous accordera sans doute le bénéfice de la sincérité de notre intention !

A. STATISTIQUES DES SALAIRES

Les renseignements officiels les plus récents sont ceux de l'enquête d'octobre 1945 sur les salaires et les traitements effectuée par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Une première remarque s'impose d'emblée : pour toutes les branches de l'économie nationale, les relevés ont été opérés en octobre, sauf pour l'industrie horlogère où l'enquête s'est déroulée au cours des mois de décembre des années correspondantes. Ce fait a une importance capitale en ce sens que les chiffres de cette dernière industrie se rapportent à des moments où de nouvelles allocations de renchérissement venaient d'être introduites, en ce qui concerne 1945 à la suite d'un jugement du Tribunal arbitral horloger. Elles correspondraient alors à une augmentation des gains horaires moyens de 20 centimes. Dans les autres industries, des augmentations identiques ne purent pas être prises en considération parce que l'enquête avait eu lieu pour elles deux mois auparavant.

En octobre, respectivement décembre de ces dernières années, la situation était la suivante pour quelques branches importantes de notre économie :

Gains horaires moyens des ouvriers, classés par branches économiques et par catégorie, juin 1939 à octobre 1945¹

(Renseignements tirés de « La Vie Economique », fascicule d'août 1946)

Branches économiques	Gains horaires en centimes				
	Juin 1939	Octobre 1942	Octobre 1943	Octobre 1944	Octobre 1945
Ouvriers qualifiés					
Industrie textile	128	164	180	192	204
Industrie chimique	155	188	212	217	227
Arts graphiques	200	237	248	261	275
Métaux et machines ²	148	187	199	206	216
Horlogerie-bijouterie ³	162	206	221	249	279
Ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés					
Industrie textile	100	133	152	160	177
Industrie chimique	130	159	174	184	196
Arts graphiques	126	152	163	174	187
Métaux et machines ²	119	155	167	174	183
Horlogerie-bijouterie ³	128	171	175	199	227
Femmes					
Industrie textile	72	93	103	109	123
Industrie chimique	79	99	107	115	123
Arts graphiques	81	97	103	111	120
Métaux et machines ²	77	100	107	115	121
Horlogerie-bijouterie ³	91	124	128	145	174

Voir notes à la fin du tableau, page 405.



Fraiseuse de table « Micron »

On cherche à acheter une fraiseuse de table « Micron » ayant déjà été utilisée, mais en bon état. Offres à Otto Wolf, atelier de mécanique, Wolfhausen (Zurich).

U. S. A.

Commerçant, longue expérience, se rendant à New-York, accepterait missions commerciales ou autres. Ecrire sous chiffre N 72406 X, à Publicitas Genève.

Employé

ressinois, 29 ans, italien, français, allemand parfait, bonnes connaissances anglais et espagnol, comptabilité, cherche place intéressante dans l'industrie horlogère. Meilleurs certificats et références. Offres urgentes sous chiffre M 12181, à Publicitas Lugano.

Mouvements et montres finies

sont demandées par maison conventionnelle. Faire offres détaillées sous chiffre L 22758 U, à Publicitas Bienne.

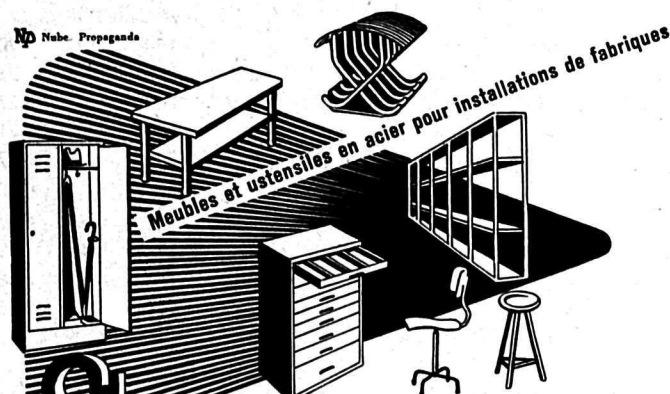
Argentine

Ancienne et importante maison d'Argentine cherche fabricants pouvant accepter commandes, livraison immédiate ou dates à convenir, en montres ancre 15 et 17 rubis, grandeurs 5", 5 1/4", 8 3/4", 10 1/2", 11 1/2" et 13", nickel chromé fond acier, tout acier et plaqué or fond acier. Ecrire sous chiffre P 10507 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Italie

Nous cherchons fournisseurs réguliers pour montres ancre, roskopf et cylindre, réveils et pendulettes. Achats en Suisse contre paiement à réception de la marchandise, escompte F.H. Offres à URBIS, société anonyme, Arogno (Tessin).

ND Nabe. Propaganda



Armoires vestiaires en acier
Rayonnages en acier pour magasins et archives
Rayons pour barres de fer et tubes en acier
Meubles à tiroirs pour plans, outils et pièces détachées
Chariots de transport
Garages pour vélos
Tables à dessin
Tabourets d'atelier et chaises de travail



ERNEST SCHEER S.A. HERISAU

Tél. (071) 51992

Constructions métalliques, fondée en 1855



Branches économiques	Gains horaires en centimes				
	Juin 1939	Octobre 1942	Octobre 1943	Octobre 1944	Octobre 1945
	Jeunes gens				
Industrie textile	48	70	78	85	95
Industrie chimique	61	77	83	91	100
Arts graphiques	—	—	70	76	81
Métaux et machines ²	61	89	93	95	104
Horlogerie-bijouterie ³	60	93	99	112	131

¹ Ne sont reproduits que les chiffres qui reposent sur un certain minimum de données.

² Pour les entreprises affiliées à l'Association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie, les allocations pour enfants et les gratifications n'ont pas été prises en considération. La limite d'âge de la catégorie des jeunes gens est fixée à 20 ans au lieu de 18 ans.

³ Les données émanant de l'industrie horlogère se rapportent à décembre 1944 et 1945; les allocations de vie chère et pour enfants furent alors augmentées dans cette branche.

Il est nécessaire d'accompagner ces tableaux de quelques commentaires pour dissiper certains malentendus :

- Les salaires relativement plus élevés des ouvriers de l'industrie horlogère s'expliquent en partie par le fait déjà relevé que l'enquête a été effectuée pour cette branche deux mois plus tard que dans les autres secteurs de l'économie nationale. A une époque où les salaires sont en évolution constante et rapide, un tel décalage dans le temps n'est pas sans jouer un rôle assez considérable.
- Les connaissances professionnelles exigées du personnel horloger atteignent un très haut standard qui en lui-même justifie une rémunération supérieure. L'on admet encore généralement dans notre pays le bien-fondé du principe : « A chacun selon ses mérites ».
- L'industrie horlogère emploie une proportion plus élevée de femmes que n'importe laquelle des autres industries citées, les textiles exceptés peut-être. Si certaines de ces femmes sont des manœuvres, la grande majorité d'entre elles possèdent au contraire une formation professionnelle complète acquise au cours d'un long apprentissage. Ceci explique leur gain relativement élevé.
- Pour donner aux tableaux comparatifs ci-dessus toute leur signification, il importe de relever encore qu'en ce qui concerne l'industrie des métaux et machines, les allocations pour enfants et les gratifications ne sont pas prises en considération. Comme elles atteignent souvent des montants considérables, cette exclusion fausse la comparaison.
- Les gratifications sont exceptionnelles dans l'industrie horlogère ; l'on préfère en général les inclure dans les salaires horaires. La comparaison est ainsi doublement faussée.

Si l'on s'attache à l'examen de l'indice des gains horaires moyens, juin 1939 étant considéré comme 100, on obtient également certains renseignements intéressants :

Indice des gains horaires moyens des ouvriers classés par branches économiques et par catégorie

(Indice calculé sur la base des résultats reproduits dans le tableau précédent)

Branches économiques	Indice des gains horaires				
	Juin 1939	Octobre 1942	Octobre 1943	Octobre 1944	Octobre 1945
	Ouvriers qualifiés				
Industrie textile	100	128	141	150	159
Industrie chimique	100	121	137	140	146
Arts graphiques	100	119	124	131	138
Métaux et machines	100	126	134	139	146
Horlogerie-bijouterie	100	127	136	154	172
	Ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés				
Industrie textile	100	133	152	160	177
Industrie chimique	100	122	134	142	151
Arts graphiques	100	121	129	138	148
Métaux et machines	100	130	140	146	154
Horlogerie-bijouterie	100	134	137	155	177
	Femmes				
Industrie textile	100	129	143	151	171
Industrie chimique	100	125	135	146	156
Arts graphiques	100	120	127	137	148
Métaux et machines	100	130	139	149	157
Horlogerie-bijouterie	100	136	141	159	191
	Jeunes gens				
Industrie textile	100	146	163	177	178
Industrie chimique	100	126	136	149	164
Arts graphiques ¹	—	—	—	—	—
Métaux et machines	100	146	152	156	170
Horlogerie-bijouterie	100	155	165	187	218

¹ L'indice ne peut pas être calculé, les résultats de juin 1939 faisant défaut.

Il ressort donc de ces tableaux que l'horlogerie fait partie du groupe des industries qui rémunèrent le mieux leur personnel ouvrier. Est-ce là une raison pour la critiquer ? Nous ne le pensons pas. Il faut toujours qu'il y ait des premiers et des derniers. D'ailleurs la politique des organisations horlogères est très prudente dans ce domaine et les augmentations qui ont été consenties à fin 1945 l'ont été sur la base d'un jugement obligatoire du Tribunal arbitral horloger allant plus loin que les concessions que le patronat était prêt à faire de son propre chef. De plus, un des arguments souvent avancés par les syndicats ouvriers et repris dans un des derniers jugements du Tribunal arbitral horloger pose la question de savoir s'il n'est pas simplement logique que l'ouvrier horloger profite de la bonne marche actuelle des affaires, de la même manière qu'il a dû subir autrefois les conséquences de la crise. On relève qu'il y aurait là une sorte de compensation que le bon sens ne saurait rejeter.

En outre, on peut se demander encore si les autres industries accorderaient quelque attention aux demandes éventuelles de l'horlogerie au cas où leurs salaires seraient plus élevés que les siens ? La question reste ouverte, mais la réponse semble ne pas faire de doute.

ACIER INOXYDABLE

AU CHROME-NICKEL, AMAGNÉTIQUE

QUALITÉ 12/12

laminé à froid, en bandes enroulées, livrable du stock, 460 kg $20 \times 0,40$ mm, 550 kg 17×1 mm, 170 kg $80 \times 0,30$ mm, 100 kg $80 \times 0,40$ mm. Adresser demandes sous chiffre O 8565 X, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Canada

Maison du Canada, importante et bien établie, s'intéresse à mouvements de montres ancre 15 et 17 rubis, grandeurs $5\frac{1}{4}$ ", $6\frac{3}{4}$ "-8", $8\frac{3}{4}$ ", $10\frac{1}{2}$ " et $11\frac{1}{2}$ " pour commandes 1947 et 1948. MM. les fabricants sont priés d'adresser leurs offres sous chiffre P 10505 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

A vendre

Chronographes $13\frac{3}{4}$ " Hahn, chromé fond acier, étanche, incabloc, 17 rubis. Chronographes $13\frac{3}{4}$ " Hahn, plaqué 20 microns, fond acier, étanche, incabloc, 17 rubis. Chronographes $13\frac{3}{4}$ " Hahn, or 18 carats. Faire offres sous chiffre P 4132 J, à Publicitas Saint-Imier.

Employé supérieur

Fabrique de décolletages de la vallée de Tavannes cherche employé supérieur de bonne formation commerciale. Travaux principaux : correspondance française, comptabilité et exportation. Place très intéressante et d'avenir pour personne capable et d'initiative. Entrée à convenir. Offres avec curriculum vitae sous chiffre P 2626 D, à Publicitas Delémont.

Jeune technicien horloger

La Manufacture d'horlogerie Le Coultre & C^{ie}, au Sentier, engagerait pour entrée de suite ou époque à convenir, pour son service d'études et de constructions, jeune technicien-horloger. Place d'avenir. Adresser offres de suite avec certificats et références.

Employée supérieure de fabrication

Sachant 100 % son métier et capacités pour diriger département dans bonne maison sérieuse, cherche situation. Offres sous chiffre P 10476 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Travail d'horlogerie à domicile

Père de famille en convalescence cherche pour de suite travail d'horlogerie à domicile, de n'importe quel genre. Possède atelier clair et ensoleillé. Adresser offres à M^{lle} H. Bieri, assistante sociale, Zweisimmen (O. B.).

*A*bonnez-vous à

**LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE
SUISSE**

Le seul hebdomadaire de l'industrie horlogère



ACIER FIN EN BANDES
POUR HORLOGERIE

Hellefors

FR. FRAUCHIGER-NIGST S.A.
LYSS BERNE

D'ailleurs, cette différence dans le niveau des salaires n'aurait de l'importance que s'il était prouvé que l'horlogerie prive par là les autres industries de la main-d'œuvre qui leur est nécessaire. Les recensements des travailleurs de fabriques fournissent à ce sujet d'intéressants renseignements. Ils sont effectués en principe au mois de septembre de chaque année. En 1939 toutefois, ils le furent à fin août.

Bo.

(A suivre.)

Service de recherches

FRANCE :

Société Guillaume, rue Caumartin 9, Paris, demande la représentation exclusive pour la France d'une fabrique de montres et réveils.

IRAQ :

Maison Haj Ali Aljabiri, Rewaq Street, Baghdad, demande à entrer en relations avec fournisseur de montres suisses.

TRANSJORDANIE :

Maison Yassine El-Tabbaa & Brothers, Amman, demande offres en montres en tous genres.

U. S. A. :

Importateur américain demande offres pour 30.000 mouvements d'horlogerie pour thermostats pour le réglage de chauffages centraux.

Dimensions extérieures 1 3/4 inch, épaisseur 1/8 inch.

Durée de marche 13 heures.

Offres à Chambre suisse de l'Horlogerie qui transmettra.

AUSTRALIE :

H. H. Halls Pty Ltd. Box 329 F. G. P. O., Sydney, demande offres en montres et pendules.

Nous insérons sous cette rubrique toutes les demandes qui parviennent de l'étranger, alors même que la plupart des solliciteurs nous sont inconnus.

Nous rappelons aux intéressés que des renseignements peuvent être demandés à l'Information Horlogère Suisse, à La Chaux-de-Fonds.

Notre représentation diplomatique avec l'Iran

Le Conseil fédéral, d'une part, et le Gouvernement impérial de l'Iran, de l'autre, sont convenus de donner désormais la qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à leurs représentants diplomatiques réciproques à Téhéran et à Berne.

A cet effet, le Conseil fédéral a décidé d'accréditer M. le ministre Charles-Edouard de Bavier comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse auprès du Gouvernement iranien qui, de son côté, a désigné en la même qualité à Berne M. Abol Ghassem Pourevaly, assumant jusqu'ici les fonctions de chargé d'affaires.

Avis de L'Information Horlogère Suisse

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 42

MARQUES DE FABRIQUE

Renouvellement de marques enregistrées aux Indes néerlandaises

Le renouvellement des marques de fabrique arrivées à échéance, après avoir été suspendu depuis août 1945, peut de nouveau être demandé.

Nous nous chargeons des démarches nécessaires.

APPEL AUX CREANCIERS

Les créanciers de :

Jaccard O. S., S. A., La Chaux-de-Fonds (en faillite)

Vernier, Georges, Genève (en faillite)

sont priés de nous envoyer leur relevé de compte en triple pour que nous puissions sauvegarder leurs intérêts.

Vu l'importance de cette faillite, nous conseillons aux intéressés de se grouper.

MISE EN GARDE

Nous mettons en garde contre :

JIEUAXOQ RQ RQPFITQBINQM MI BIZICCOM.

Registre du commerce

2/5/47. — Les Fabriques de balanciers réunies, aux Ponts-de-Martel, société anonyme. Dans son assemblée générale ordinaire du 26 avril 1947, la société a adopté de nouveaux statuts qui sont conformes aux dispositions du Code des obligations révisé. Le but de la société est la concentration des fabriques de balanciers de la région horlogère, la fabrication et la vente de balanciers pour l'horlogerie. L'organe de publicité est la « Feuille officielle suisse du commerce ». Emile Vogel, décédé, et Georges Schaeren, démissionnaire, ne font plus partie du conseil d'administration. Ils sont remplacés par Otto Pfister, de Trachselwald, à Granges (Soleure), et Jacques-André Nardin, du et au Locle. Ils n'ont pas la signature sociale. Le capital social est entièrement libéré.

Horlogerie

Représentation exclusive

Deux commerçants (Suisse) à Sao Paulo, Brésil, ayant d'excellentes relations dans la clientèle respective, demandent la représentation exclusive d'une bonne fabrique d'horlogerie. Ecrire sous chiffre Ofa 1503 B, à Orell Füssli-Annonces Berne.

PROTEXO

L'UN DES MEILLEURS BRACELETS QUI AIENT JAMAIS ÉTÉ FABRIQUÉS EN MATIÈRE PLASTIQUE.
Maintenant, avec la nouvelle boucle brevetée AUTOMATIQUE «PROTEX», il dépasse vos prévisions.

PROTEXO, en Argentine et aux U. S. A., s'appelle DURALON.

Promenade du Pin, 1

TECHNIQUE HORLOGÈRE REYMOND, GENÈVE

Promenade du Pin, 1

Pierre BRUNNER
successeur de BRUNNER FRÈRES



**PIERRES FINES
EMBOUTISSAGES
LE LOCLE SUISSE**



ACIER EN BANDES, FIL ACIER
POUR L'INDUSTRIE HORLOGÈRE
ACIER POUR OUTILS
ACIER INOXYDABLE AVESTA
POUR BOITES DE MONTRES
BURINS DE DÉCOLLETAGES
EN MÉTAL DUR COROMANT

DIAMANTS INDUSTRIELS OUTILS DIAMANTÉS

POUR TOUS USAGES TECHNIQUES

MÈCHES - FORETS POUR LUNETTERIE-OPTIQUE
DIAMANTS A GRAVER, A GUILLOCHER, DRESSE-MEULES
POINTES POUR ESSAIS DE DURETÉ « ROCKWELL », « VICKERS »
FABRICATION DE TOUT OUTIL SPÉCIAL



S. H. KAHL - GENÈVE

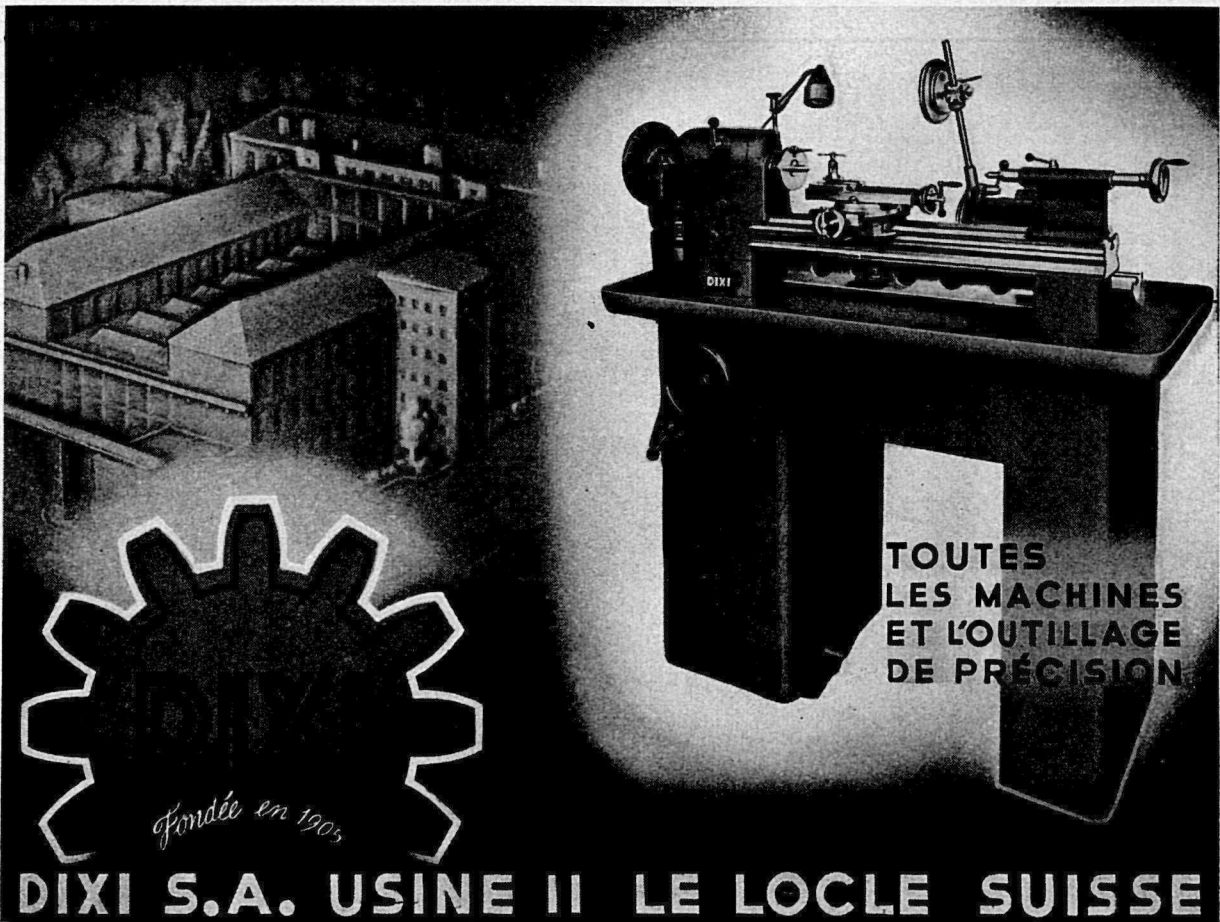
12. BD DU THÉÂTRE - TÉLÉPHONE 4 90 21

BUREAU DE
REPRÉSENTATION
A. REININ
LE PONT ENTRE LE CLIENT
ET LE FABRICANT

est à votre disposition pour
tout ce qui concerne les
articles qu'il représente



Catalogues et échantillons sur demande
Commission



**TOUTES
LES MACHINES
ET L'OUTILLAGE
DE PRÉCISION**

DIXI S.A. USINE II LE LOCLE SUISSE

publicolor

AZURA



**PRODUITS
CELESTIN KONRAD
MOUTIER (SUISSE)**

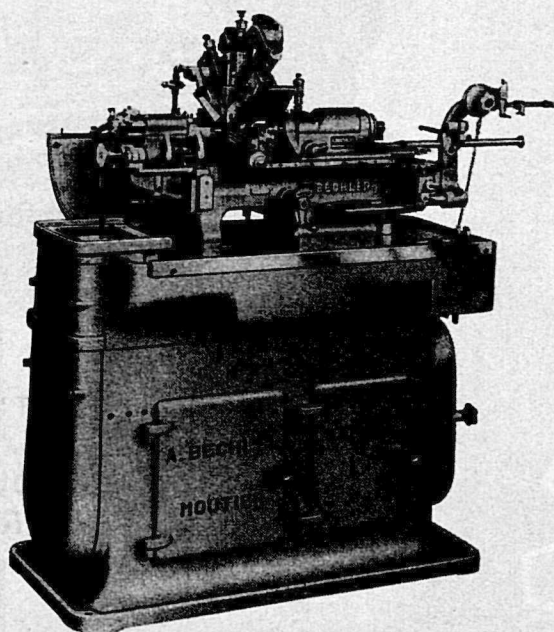
HORLOGES à poser, 8 jours, à barillet, avec sonnerie

RÉGULATEURS 8 jours, à barillet, avec sonnerie

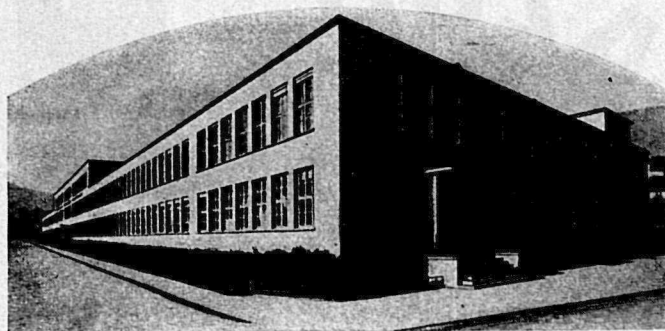
PENDULETTES 1 jour, à poids, avec sonnerie

PENDULETTES 1 jour, à poids, sans sonnerie

PENDULETTES 1 jour, à poids, coucou avec chant



Du nouveau : « **L'ISOMATIC** »
la machine à décolleter au 1/1000 de mm.
(un millième de millimètre)



ANDRÉ BECHLER

FABRIQUE DE MACHINES MOUTIER